

Abel François
Raul Magni-Berton

Que pensent les penseurs ?

Les opinions des universitaires
et scientifiques français

Presses universitaires de Grenoble

Introduction

Le poète satirique romain Juvénal dans un moment de lucidité se posait la question « *sed quis custodiet ipsos custodes?* », ce que l'on pourrait traduire par « qui garde les gardiens? ». On peut se poser la même question concernant les universitaires et scientifiques¹. Leur métier consiste à penser le monde, à le comprendre, et en particulier pour les sciences sociales à étudier les valeurs, les opinions et les croyances portées par les individus, notamment à partir du groupe social auxquels ils appartiennent. Ainsi, il existe une pléthore d'études portant sur les opinions des jeunes, des femmes, des ouvriers ou encore des paysans, etc.

Mais qui étudie les opinions, les valeurs et les croyances des scientifiques, et plus généralement les intellectuels, si ce n'est les scientifiques eux-mêmes? Bien que ces études soient nombreuses et diverses, la question de l'objectivité de ceux qui les mènent se pose toujours. Bien sûr, ce livre n'échappe pas à cette règle puisqu'il propose d'analyser les opinions d'un groupe auquel appartiennent les auteurs. De plus, beaucoup de ses lecteurs seront également membres de ce groupe ou, du moins, futurs ou anciens membres. Autrement dit, aussi bien ses auteurs qu'une partie de ses lecteurs ne pourront prétendre à une objectivité du fait de leur manque de détachement sur l'objet étudié.

Cependant, en guise de justification introductive, nous voudrions faire remarquer qu'il est assez courant qu'un scientifique s'intéresse à un sujet qui le touche personnellement, et heureusement d'ailleurs. La science n'est pas une activité neutre produite par des individus désintéressés, dans le sens où les chercheurs ne se penchent pas sur des sujets qu'ils estiment être sans intérêt. Dès lors, ils ont toujours des opinions et des valeurs préalables qui, souvent, constituent le moteur de leur intérêt pour telle ou telle question.

1. Dans la suite du livre, nous utilisons indifféremment les termes de scientifiques, chercheurs, enseignants-chercheurs, académiques, universitaires, pour nommer les enseignants-chercheurs et chercheurs en poste dans des établissements français.

La qualité de leur travail n'est pas à évaluer par rapport à leur manque de distance sur le sujet qu'ils étudient, mais dans leur capacité à fournir des résultats qui puissent être convaincants ou, du moins, intéressants pour ceux qui n'ont pas les mêmes valeurs ni les mêmes opinions qu'eux.

C'est cet objectif que le présent livre poursuit, en proposant une analyse des opinions et des valeurs des universitaires et chercheurs en poste en France. Il s'agit de savoir ce que pensent les penseurs sur différents domaines généraux. Pour mener cette étude, nous nous appuyons sur une enquête en ligne menée en 2011 à laquelle environ 2 000 personnes ont accepté de répondre. Le questionnaire nous a permis de récolter des informations sur les croyances, opinions et valeurs concernant différentes thématiques, telles que la science et sa pratique, la religion, la politique, l'économie ou encore la morale ; et ce, en plus d'une série de données sur la carrière et la situation sociodémographique des répondants². En outre, nous avons veillé, dans un souci de comparaison, à utiliser le plus possible des questions d'autres enquêtes, en particulier les enquêtes sur les valeurs menées au niveau européen³. C'est l'exploitation des réponses données et leurs croisements qui nous permettent alors, premièrement, de décrire les valeurs et opinions des universitaires français, et deuxièmement, de proposer différentes explications à ces opinions.

8

Il ressort de notre étude plusieurs tendances fortes, qui distinguent les scientifiques de l'ensemble de la population. Les universitaires sont avant tout hostiles à la religion, orientés politiquement à gauche et très méfiants à l'égard de l'économie de marché. Bien entendu, leurs opinions sur la science varient fortement selon leur domaine de recherche mais, quelle que soit leur discipline, ils gardent des attitudes religieuses, politiques et économiques spécifiques. Ce sont ces spécificités que ce livre vise à décrire et à expliquer.

Cette question des valeurs et des opinions des universitaires et chercheurs dépasse le cadre du milieu académique et a des répercussions pour l'ensemble de la société pour plusieurs raisons. En premier lieu, le lien entre recherche, innovation et croissance a été mis en évidence depuis longtemps. Or l'activité de recherche est nécessairement influencée par les opinions et valeurs de ses propagandistes. Mieux les connaître c'est donc mieux connaître les

2. Tous les détails concernant le questionnaire, sa passation et les réponses à plat, sont disponibles sur le site web : <https://academicsopinions.wordpress.com/>

3. En particulier l'enquête « *European Value Study* » de 2008, <http://www.european-valuesstudy.eu/>, dont la partie française est présentée sur <http://www.valeurs-france.fr/>.

ressorts, les motivations des acteurs de la recherche, ainsi que les mérites et les limites de leur capacité à juger des innovations et transformations sociales. Ensuite, les universitaires et une grande partie des chercheurs ont une activité de formation dans le supérieur, quel que soit le lieu de cette formation au sein des universités ou des écoles. Au-delà de la neutralité scientifique, les valeurs et opinions des enseignants du supérieur peuvent intervenir dans leurs enseignements et dans les décisions au sein des organes de direction des établissements. Enfin, en tant qu'experts, les universitaires et les chercheurs sont régulièrement invités à participer au débat public, soit par des apparitions médiatiques avec une parole publique soit par la production d'expertises pour l'administration, des associations ou des entreprises. Au final, une meilleure connaissance des valeurs, croyances et opinions des universitaires, nous aide à mieux comprendre indirectement leur activité de recherche, tant sa forme et son volume que ses contenus, ainsi qu'à mieux appréhender les choix d'enseignements et d'organisation de l'enseignement et de la recherche, mais aussi à mieux étudier les prises de position publique de ces experts.

Bien que l'ensemble des chapitres forme un ensemble cohérent et progressif et qu'il y ait des relations entre eux, chaque chapitre peut être abordé de manière autonome car il traite une thématique spécifique, à l'exception des deux premiers.

Dans le premier chapitre, nous proposons une revue des études sur les valeurs et opinions des intellectuels. En effet, les travaux sociologiques les plus proches de notre étude s'intéressent aux intellectuels au sens large et non spécifiquement aux académiques. Cette présentation nous permet de mettre en évidence les différentes définitions classiques de l'intellectuel, qui reposent sur le développement de la pratique scientifique, le rapport à la religion ou la participation au débat public par la prise de parole de ce qui est appelé l'intellectuel engagé. Les limites de ces différentes définitions nous conduisent à nous concentrer sur ces intellectuels qui travaillent dans les universités ou dans des centres de recherche. Nous synthétisons ensuite trois grandes théories explicatives des valeurs des intellectuels. La première repose sur l'idée que les intellectuels et par extension les universitaires forment une classe sociale homogène et distincte des autres classes sociales. Cela signifie qu'ils constituent un groupe à part, influencé par des facteurs spécifiques et par des intérêts communs. Une deuxième théorie estime à la fois que les intellectuels ne forment pas une classe sociale spécifique et qu'on ne peut comprendre leurs opinions qu'à partir des éléments de la classe sociale plus globale à laquelle ils appartiennent. Leurs opinions

et valeurs seraient donc explicables par des influences générales en rien spécifiques. Enfin, le dernier ensemble de théories correspond à l'idée que les intellectuels ne font partie d'aucune classe sociale et ne seraient marqués par aucun déterminisme social du fait de leur niveau d'instruction. Nous proposons ensuite d'appliquer ces explications à la catégorie plus spécifique des universitaires en formulant une question centrale : pourquoi les universitaires ont-ils des attitudes d'apparence si différentes de la population générale ?

Le deuxième chapitre est consacré à la présentation de l'enquête et des informations récoltées. Après un rapide panorama du système français d'enseignement supérieur et de recherche, nous détaillons le déroulement de l'enquête et décrivons notre échantillon de répondants. En particulier, nous montrons sa diversité tant en termes de statut, de discipline, de répartition géographique ou d'organismes de rattachement entre les établissements de recherche (CNRS et autres), les universités et les écoles d'enseignement du supérieur. Notre échantillon est ensuite comparé à partir de plusieurs caractéristiques à la population mère des universitaires et des chercheurs du CNRS. Ces éléments permettent d'établir la qualité de l'enquête et des données collectées.

10

Il nous est ensuite apparu évident que les premières opinions devant être étudiées étaient celles portant sur la science (chapitre 3). Le chapitre est consacré à mieux comprendre les relations des scientifiques à la pratique scientifique, leur épistémologie, ou encore leurs divergences sur la conception de la science. Nous avons distingué deux positions : d'une part le naturalisme (ou scientisme) qui consiste à croire que la science est la seule source de connaissance valable, et d'autre part le postmodernisme (ou relativisme) qui soutient au contraire que la science n'est qu'une approche valable, parmi d'autres également valables. La deuxième dimension scientifique étudiée est celle du rapport aux grands auteurs classiques des différentes disciplines représentées dans notre échantillon. L'idée était d'analyser les visions de la science en fonction des auteurs classiques cités par les répondants au sein des différentes disciplines. Enfin, la dernière dimension scientifique est celle de l'incidence de la science sur le réel, notamment sur les questions environnementales.

Après la science, nous traitons des opinions des chercheurs et universitaires dans le domaine économique dans le quatrième chapitre. Nous comparons ces opinions avec ceux de la population française à propos de plusieurs éléments constitutifs de l'économie de marché. Il en ressort une défiance très marquée vis-à-vis de cette forme d'organisation sociale fondée sur

l'économie de marché. Le chapitre analyse les formes que cette défiance prend, en explore les raisons et les conséquences et analyse au profit de quelle autre forme d'organisation sociale cette défiance se développe.

Le cinquième chapitre porte sur la politique. Le principal constat est que les universitaires se positionnent beaucoup plus à gauche que l'ensemble de la population. Ce trait est loin d'être propre aux universitaires français, puisqu'il est également observé dans la plupart des pays occidentaux. Le chapitre teste plusieurs théories avancées par le passé et offre des analyses sur ce qu'être de gauche signifie pour un universitaire.

Le chapitre suivant traite de la religion et de la morale. L'athéisme important des universitaires a une longue tradition et est largement confirmé dans notre enquête. L'explication la plus classique réside dans l'existence d'un conflit entre science et religion, c'est-à-dire l'idée que les deux sont en concurrence pour proposer une connaissance et une compréhension du monde. La pertinence de cette explication est le principal objet du chapitre. À titre secondaire, nous délaissions la religion pour étudier les formes de morale les plus présentes parmi notre échantillon. Nous mettons notamment en lumière un paradoxe : bien que massivement athées, les universitaires ont une façon de penser les principes moraux qui les rapprochent bien plus des Français religieux, que des athées.

Enfin, le dernier chapitre, le septième, correspond à une forme de mise en pratique des éléments précédents, puisqu'il s'agit d'étudier les perceptions des universitaires face aux réformes du système français d'enseignement supérieur et de recherche mises en place depuis le milieu des années 2000. Nous cherchons alors à connaître, d'une part la position des enquêtés sur les principaux éléments des réformes comme le développement du financement de la recherche sur projet, et d'autre part les facteurs qui peuvent expliquer le soutien ou le rejet de ces réformes. Pour ce faire, nous reprenons les principales caractéristiques des universitaires mises en évidence dans les chapitres précédents afin de savoir si ces caractéristiques peuvent expliquer leur position sur les réformes.

Enfin, le lecteur trouvera dans la conclusion un rappel des principaux résultats de cet ouvrage, ainsi qu'une discussion sur la façon dont on peut appréhender les valeurs et les opinions des scientifiques aujourd'hui. En particulier, nous proposons une mise en perspective de nos résultats avec certains invariants des comportements.

De la sociologie des intellectuels à l'étude des opinions des universitaires

Le terme « intellectuel », entendu comme substantif, a été inventé en 1898, en France, pendant l'affaire Dreyfus. Clémenceau, qui était dans l'équipe de rédaction de l'*Aurore*, après avoir appuyé la publication du célèbre article « J'accuse » d'Émile Zola, et la pétition qui a suivi demandant la révision du procès, qualifie cette pétition de « manifeste des intellectuels » (Winock, 1997)⁴. Ce terme, « intellectuel » allait immédiatement être repris par les antidreyfusards, avec un sens péjoratif (Duclert, 1997 ; Winock, 1997). Mais que ce soit positif ou négatif, le sens général de l'étiquette était le même : les « intellectuels », par leur statut d'hommes ou femmes connus ou reconnus par leurs œuvres de l'esprit, ont (ou prétendent avoir) des opinions qui valent plus que celles des autres. Aussi bien dans l'éloge de Clémenceau (« N'est-ce pas un signe, tous ces intellectuels, venus de tous les coins de l'horizon, qui se groupent sur une idée et s'y tiennent inébranlables ? ») que dans l'attaque virulente de Maurice Barrès (« Tous ces aristocrates de la pensée tiennent à affirmer qu'ils ne pensent pas comme la vile foule »), on retrouve la même idée : écrivains, scientifiques, philosophes, historiens, différents dans leur domaine de compétences, ont néanmoins quelque chose en commun : une pratique régulière des « choses de l'esprit ». Qu'ils soient méprisés ou admirés, ils ont été unanimement considérés comme un groupe, avec des propriétés communes, notamment une propension à une

4. En fait, Julliard et Winock (1996) notent que le mot, bien que non employé, avait déjà été utilisé par Saint-Simon dès 1821. D'autres occurrences dispersées au cours du XIX^e siècle, font de Clémenceau non pas l'inventeur du mot, mais celui qui a diffusé son usage.

autorité en matière d'opinion⁵. Et ce, non seulement dans leur domaine de compétence, mais plus généralement, pour toutes les questions d'ordre politique, économique ou social.

Le néologisme semblait tellement bien indiquer une catégorie de la population qu'il a été rapidement repris dans toute l'Europe. En Allemagne, le manifeste des 93, publié en 1914, défendait « la voix de la vérité » par les « représentants de la science et l'art allemand ». Si le mot *Intellektueller* fut utilisé surtout dans un sens péjoratif – notamment par la propagande nationale-socialiste – il a acquis, en 1929, une acception noble, mais aussi sociologique sous la plume de Karl Mannheim. Au Royaume-Uni, l'écrivain et essayiste engagé John Middleton Murry publie en 1920 *The Evolution of an Intellectual*, où le néologisme fait son apparition en anglais. En Italie, après l'arrivée au pouvoir de Mussolini, le philosophe Giovanni Gentile publie en 1924 le « manifeste des intellectuels fascistes » en appui au nouveau mouvement, suivi l'année d'après par le « manifeste des intellectuels antifascistes » écrit par son collègue Benedetto Croce. Et enfin, il y avait la Russie. Celle-ci avait déjà un terme, développé bien avant l'affaire Dreyfus : celui, d'origine latine, d'*intelligentsia*. Après les réformes de Pierre le Grand, une élite intellectuelle et administrative généralement proche du pouvoir (mais pas toujours, comme le philosophe anarchiste Mikhaïl Bakounine) pousse le pays vers des idées progressistes, « occidentalisées » et tournées vers la justice sociale. Cette particularité de la Russie, où les intellectuels se sont constitués rapidement comme une catégorie, a contribué à la diffusion des idées révolutionnaires et socialistes (Charle, 1996 ; Tchoudinov, 2007).

La diffusion des termes « intellectuel » ou « intelligentsia » porte rapidement les premiers sociologues européens à s'y intéresser. C'est donc dans les années 1920 que les intellectuels ont commencé à s'étudier eux-mêmes (Leclerc, 2003). Mais malgré le succès du terme et de la sociologie qui s'y rapportait, il y eut rapidement une difficulté à définir scientifiquement ce qu'est un intellectuel. Si intuitivement le mot faisait facilement sens, quand il s'agissait de l'appréhender analytiquement, il devenait vague. Ce problème n'est pas résolu aujourd'hui. Il n'y a pas un livre ou un article de sociologie des intellectuels qui ne commence par une tentative de définition et celui-ci ne déroge pas à la règle. Les définitions sont tellement nombreuses, que les

5. Champagne (1990) souligne que jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, l'« opinion éclairée » était également considérée comme représentative de l'opinion de la société civile. Avec les mouvements de masse, l'opinion des intellectuels n'a plus été conçue comme représentative, mais plutôt comme une opinion minoritaire, mais qualitativement supérieure.

sérier serait fastidieux. En revanche, il est intéressant de lister les différentes origines historiques non pas du mot, mais de la catégorie des intellectuels. Celles-ci permettent de saisir les traits des intellectuels contemporains et d'en voir la stabilité à travers le temps. Ce sera le premier objet de ce chapitre. Le second consistera à étudier les grandes catégories d'explications des traits des intellectuels, et comment elles se sont transformées depuis presque 100 ans d'études.

Les intellectuels : quelles définitions ?

Trois tournants historiques peuvent marquer la naissance des intellectuels modernes, comme catégorie distincte de celle ancienne de penseurs. Le premier tournant – qui apparaît avec la naissance des universités dans le haut moyen âge – consiste dans l'appropriation, de la part des savants, de la notion de vérité à travers la méthode scientifique. De ce point de vue, l'intellectuel s'impose par la maîtrise de standards de vérité. Le second tournant apparaît avec les lumières, lorsque les savants vont constituer un contre-pouvoir au pouvoir spirituel de l'église ou, plus généralement, de la religion. La laïcité, voire l'athéisme, devient alors l'un des traits centraux de cette population. Enfin, le troisième tournant, au début du XIX^e siècle, est celui de l'autonomie vis-à-vis du pouvoir politique ou, encore, un contre-pouvoir à celui-ci. La catégorie d'intellectuel se définirait alors avant tout comme un espace idéologique actif et, le plus souvent, contestataire du régime en place.

Ces trois tournants ne sont pas incompatibles ni sans lien entre eux. Néanmoins, ce sont des conceptions différentes dont les contours ne se superposent pas. Cependant, comme nous le verrons, elles forment les trois traits des intellectuels observés dans beaucoup de pays et à de nombreuses époques : ils se caractérisent par leur foi en la vérité scientifique, leur aversion pour la religion et leur contestation de la société telle qu'elle est.

Les intellectuels et la science

La pratique de la science est, depuis toujours, ce qui identifie le savant. Max Weber dans la vocation de savant (Weber, 1919) y voyait même le seul trait pertinent. D'après lui, l'éthique du scientifique consistait précisément à être neutre du point de vue des valeurs morales. Cela impliquait notamment de renoncer à tout engagement politique. Paradoxalement, comme le signalera Parsons (1969), c'est cet engagement dans la neutralité

scientifique qui rend crédible l'intervention des intellectuels sur la place publique. Ceux-ci, par leur rôle neutre et savant, ont une position de juge, et non de partie. L'intellectuel par excellence, d'après Parsons, travaille à l'université. Celle-ci est le garant de son autonomie, de sa neutralité et de sa scientificité. Cette idée, qui avait d'ailleurs été développée quelques années auparavant par Hofstadter (1963), repose sur l'équilibre entre l'engagement et le détachement ; un équilibre délicat où c'est le détachement qui donne la force particulière à l'engagement des intellectuels.

Le Goff (1956) voit la naissance de l'intellectuel comme savant au XII^e siècle, quand l'urbanisation permet le regroupement et la confrontation entre personnes avides de connaissance, jadis isolées dans des monastères. Cette confrontation – qui donna lieu à la naissance des universités – peut être vue comme l'origine de la science moderne. C'est à cette période que Roger Bacon et Robert Grosseteste jetèrent les bases de la science expérimentale. Néanmoins, l'université n'a pas toujours été le lieu d'exercice de la science et ce rôle lui a été souvent contesté. La science, entendue comme pratique indépendante de l'éthique, la théologie ou la politique et visant uniquement la vérité dans ce monde peut être globalement datée au début du XVI^e siècle, quand Nicolas Copernic, dans le domaine de l'astronomie, Nicolas Machiavel dans les sciences humaines, ou encore Léonard de Vinci dans l'ingénierie naturelle, contribuèrent à la naissance de cette science empirique, sans jamais enseigner à l'université et parfois, comme dans le dernier cas, sans jamais y avoir étudié. Par la suite, les défenseurs de la « science nouvelle », tels que Francis Bacon, René Descartes ou encore Galilée furent à l'origine de l'entrée de celle-ci dans les universités. Le XVII^e siècle est caractérisé par une opposition entre la figure qui excellait dans la nouvelle science – souvent à l'écart du monde universitaire – et le savant traditionnel qui trônait dans les universités. Cette tension entre l'engagement intellectuel du non-universitaire et le dogmatisme développé dans les universités s'est estompée avec l'entrée de la science expérimentale dans les cénacles universitaires. Mais l'idée d'une université encore trop dominée par la pouvoir politique, donc pas assez libre, reste présente (voir par exemple Foucault, 1969) comme si l'indépendance de pensée devait attendre son apogée en se débarrassant de ses dernières chaînes institutionnelles.

L'université est donc un label social, qui est à la fois garant de la qualité de l'intellectuel et trompeur, dans la mesure où l'« intellectualité » est avant tout une attitude et non un titre. Il reste que la définition de l'intellectuel comme figure distante des événements et baignant dans la connaissance, peut être située au moment où la « science nouvelle » faisait son entrée dans l'université.

Les intellectuels et la religion

Une façon également d'identifier la naissance de l'intellectuel moderne, consiste à chercher le moment où la pensée est devenue indépendante de la religion. D'après Kojève (1962) par exemple, la figure de l'intellectuel est née au moment de la révolution française, où il y a une laïcisation de l'« idée chrétienne ». La compétence dans le domaine spirituel est alors revendiquée par des penseurs qui n'appartiennent pas au monde religieux et qui n'y font pas référence, tels que D'Alembert ou Condorcet. Cet individualisme de l'intellectuel, entendu comme libre pensée indépendante de la communauté religieuse est, d'après Kojève, un « christianisme athée » (p. 109).

Il faut néanmoins dire que les rapports tendus entre (certains) savants et la religion ne datent pas de la révolution française. L'un des plus anciens philosophes connus, Xénophane, ridiculisait déjà la religion de l'époque. Et depuis, les accusations d'athéisme ont touché des philosophes parmi les plus célèbres, de Socrate à Descartes.

Cependant, le tournant s'opère lorsque les élites de l'esprit s'affranchissent collectivement de l'influence religieuse, jusqu'à devenir une catégorie laïque. La première étape de ce processus peut être vue à l'intérieur du débat religieux, avec la Réforme de Martin Luther et des autres réformateurs. Ceux-ci se caractérisaient par le rejet de nombreux dogmes et une interprétation plus rationnelle des Écritures. L'une des figures de cette réforme, le prêtre Münzer, écrit à ce propos : « Les savants ne savent pas pourquoi les Saintes Écritures doivent être acceptées ou rejetées, mais seulement qu'elles viennent du passé lointain... Les Juifs, les Turcs et tous les autres peuples invoquent aussi ces façons d'imiter, de singer, comme fondement de leurs croyances » (cité par Mannheim 1929). L'opposition assez amusante entre le « singe », qui se borne à reproduire ce qu'on lui a appris, et le « savant », caractérisé par son scepticisme à l'égard des Écritures, constitue une première rupture avec les traditions religieuses.

Si au XVIII^e siècle le savant n'a plus de lien avec le religieux, c'est à partir du XIX^e siècle, et particulièrement dans le pays de la réforme, que les philosophes prétendent enterrer la religion et se substituer aux prêtres. De Stirner, à Marx, à Feuerbach, à Nietzsche ou encore à Heidegger, la philosophie allemande a appelé à se libérer des restes du christianisme. En France, Saint-Simon fonde le « Nouveau Christianisme » et Auguste Comte la « religion de l'humanité », religions sans Dieu où le pouvoir spirituel appartient aux scientifiques. Avant eux, reste célèbre la réponse de Laplace à Napoléon, qui ne voyait aucune allusion à Dieu dans son

livre: « Citoyen premier Consul, je n'ai pas eu besoin de cette hypothèse. ». Au Royaume-Uni, où le conflit entre intellectuels et religion a été moins ouvert, on peut mentionner l'invention du mot « agnosticisme » par Thomas Henry Huxley (1889) qui, sans affirmer la non-existence de Dieu, affirme néanmoins un scepticisme quant à son existence. Reste également célèbre l'argument de Bertrand Russell (1952) qui rappelait aux religieux que c'est à eux qu'incombe la charge de la preuve et non pas aux athées. Enfin, aux États-Unis, la théorie du conflit entre science et religion est développée par Draper (1874) et par White (1896). Plus récemment, le biologiste Dawkins (2006) revendique son militantisme athée, après avoir été avec Daniel Dennett le fondateur du mouvement des *Brights*, dont le premier objectif est de promouvoir le savoir scientifique au détriment de toute croyance surnaturelle ou mystique.

La rupture des intellectuels avec la religion peut être également vue comme une conquête de la fonction, jadis remplie par les prêtres et les autres représentants religieux. L'intellectuel prendrait alors son autorité du fait qu'il est le représentant du « nouveau » domaine spirituel, qui remplace l'ancien. C'est ce pouvoir spirituel, s'opposant au pouvoir temporel, que Julien Benda (1927) voyait comme propre aux intellectuels. D'autres auteurs, comme Dawkins (2006), considèrent plutôt que cette opposition à la religion serait simplement une conséquence logique d'une pratique régulière de la science, plutôt qu'un trait spécifique de l'intellectuel moderne.

Les intellectuels et l'engagement politique

La troisième interprétation de la naissance de l'intellectuel moderne réside dans la progressive autonomie des métiers de la pensée vis-à-vis du pouvoir politique. Cette autonomie fait disparaître l'incitation à rester du côté de la conservation. De plus, dans la mesure où l'autonomie signifie également une marginalisation politique, le camp des intellectuels devient alors la dissidence. Dissidence contre les pouvoirs politiques, mais aussi économiques.

Si la révolution française peut être comprise comme le début du tournant, inspirée par des intellectuels tels que Rousseau et Voltaire, c'est au XIX^e siècle que l'intellectuel dissident, et engagé se dessine (Charle, 1990). En Allemagne, les hégéliens stigmatisent le « conservatisme réactionnaire » ; aux États-Unis, Henry David Thoreau (1849) théorise la désobéissance civile, en France Pierre-Joseph Proudhon et Charles Fourier, parmi d'autres, développent des doctrines anarchistes et socialistes. L'intelligentsia russe et des intellectuels de toute l'Europe défendent des doctrines progressistes ou révolutionnaires

et contestent la société traditionnelle. En fait, était surtout visée l'économie capitaliste et de marché, même si, politiquement, des valeurs libérales progressistes et opposées aux privilèges se développaient.

Néanmoins, au tournant du xx^e siècle, si les manifestes politiques et l'engagement des intellectuels sont omniprésents, la veine progressiste et contestataire n'est pas un trait universel. Le manifeste des 23, en Allemagne, était une mobilisation des intellectuels pour défendre la politique du Kaiser Guillaume II et la conduite de l'armée allemande. En Italie, également, le manifeste des intellectuels fascistes va dans le sens d'un appui au pouvoir en place. Si donc l'engagement intellectuel se développe, son contenu progressiste, même s'il est majoritaire, n'est pas toujours présent. En revanche, comme le remarquent Rios et Magni-Berton (2003), les attitudes contre le modèle économique fondé sur le capital et le marché sont toujours présentes, même si parfois, c'est sous une forme que l'on pourrait rattacher aujourd'hui à l'extrême droite.

Même si l'engagement politique est souvent vu comme le trait central de l'intellectuel moderne (Reiffel, 1993 ; Sirinelli, 1996 ; Matonti et Sapiro, 2009), celui-ci peut également être considéré comme un trait dérivé et s'expliquer, à la manière de Durkheim (1898), par leur pratique de la science, qui les rendrait plus critiques. Dans ce cas, l'engagement politique, comme la religion, serait ramené simplement à la première caractérisation que nous avons proposée.

Quelle définition de l'intellectuel retenir ?

Au terme de cette présentation des différentes conceptions de l'origine des intellectuels et de leurs caractéristiques propres, il reste à préciser ce que signifie « étudier les intellectuels ». Selon que l'on se situe dans l'une ou l'autre des traditions, on restreint les contours de ce qu'est un intellectuel. Si l'on considère, par exemple, que l'intellectuel proprement dit se définit avant tout par son engagement politique, il faut restreindre l'analyse à tous les individus qui ont un « métier de l'esprit » et sont politiquement engagés en dehors des structures partisans. C'est ce que propose Reiffel (1993) par exemple, qui a travaillé sur les personnes qui ont participé aux 488 manifestes et pétitions recensés en France entre 1958 et 1969, et les a identifiés comme la population des intellectuels, dont Jean-Paul Sartre était le plus représentatif. Cela suppose alors que l'intellectuel soit par définition engagé politiquement. Aujourd'hui, en France, la tendance est d'étudier les parcours des intellectuels médiatiques – des intellectuels ou des mouvements

intellectuels trouvant un écho médiatique – à travers des études de cas et une méthodologie historique – afin de comprendre la place de l'intellectuel notamment en ce qui concerne sa relation à la politique (Mongin, 1994 ; Hourmant et Leclerc, 2012, voir aussi le numéro spécial « engagements intellectuels » dans les *Actes de la recherche en science sociale*, 2009).

Ce livre se situe dans une perspective des intellectuels définis fondamentalement par leur pratique professionnelle de la science au sein des universités et des établissements de recherche. Comme nous l'avons vu, ce choix est central, puisque la population étudiée est alors restreinte aux enseignants-chercheurs et chercheurs français. Les « scientifiques » ne sont pas forcément des intellectuels dans le sens courant de ce terme, et sont loin de représenter l'ensemble des intellectuels vivant en France. Cependant, ils ont plusieurs traits intéressants. Avant tout, contrairement aux intellectuels engagés ou médiatiques, les scientifiques sont en général moins connus et ils exercent leur métier et leur pensée, pour ainsi dire, plus ou moins dans l'ombre. Il y a tout un monde intellectuel peu connu et éloigné des « intellectuels médiatiques » qui admire l'œuvre d'auteurs dont la plupart des personnes n'ont probablement jamais entendu parler. Ainsi, comme nous le verrons au chapitre 3, des auteurs comme Erving Goffman ou Pierre-Gilles de Gennes ont une influence de premier plan sur la production intellectuelle française contemporaine, alors que l'« intellectuel total » dont la figure emblématique est Jean-Paul Sartre, semble être totalement oublié.

De plus, restreindre l'étude aux universitaires permet de mieux atteindre l'un des objectifs de cet ouvrage qui est d'analyser l'influence de la vision scientifique du monde sur les attitudes politiques, économiques et religieuses. L'idée générale est que l'autorité dont bénéficient les opinions politiques et sociales des intellectuels trouve, *in fine*, sa source dans leurs capacités d'expertise. Cette dernière n'est pas acquise par l'engagement politique ou l'aura médiatique, mais bien par leur spécialisation dans un domaine de la connaissance.

Nous nous intéressons, par conséquent, à ces intellectuels qui interviennent dans le débat public au nom de la légitimité qu'ils tirent de leurs activités de recherche. Le critère de légitimité peut être discuté puisque, par exemple, les intellectuels médiatiques ne sont pas nécessairement les scientifiques les plus reconnus, et la spécialisation dans la prise de parole publique peut éloigner des joutes académiques. Mais, définir la population intellectuelle par leur visibilité médiatique ou politique conduit à introduire un biais important dans ses caractéristiques. L'un des exemples est le débat sur les « nouveaux réactionnaires » (Lindenberg, 2002), qui influenceraient la

pensée française. Or, après une analyse plus systématique, nous trouvons que les intellectuels français d'aujourd'hui sont loin d'être réactionnaires, et les penseurs médiatiques visés par Lindenberg n'ont quasiment aucune influence sur le développement scientifique français.

Pour toutes ces raisons, il nous apparaît judicieux de retenir comme critère opérationnel de l'intellectuel son origine universitaire et académique, cela nous évite de ne prendre en compte que leurs participations médiatiques et d'avoir une population d'étude biaisée ; et ce, sans pour autant contredire les définitions habituelles de cette population. Il apparaît dès lors logique que pour étudier finement les attitudes et opinions des intellectuels français, il convient d'étudier les académiques, c'est-à-dire les universitaires et membres des organismes de recherche (CNRS et autres).

S'agissant d'étudier leurs attitudes, de nombreuses théories existent. Elles feront l'objet de chaque chapitre. Mais dans ce chapitre, nous voudrions encore présenter les grandes catégories d'explications dont nous disposons.

Comment expliquer les attitudes et opinions des intellectuels ?

Une ancienne tradition historique, seule, n'explique pas la persistance d'attitudes au sein d'une population. Encore que, si nous parlions de groupes héréditaires, comme les corporations au Moyen Âge, ou même l'appartenance à une région ou à une nation, l'explication par la tradition pourrait être plausible, dans la mesure où l'éducation familiale ou l'environnement serait le mécanisme par lequel cette tradition perdure. Mais concernant les intellectuels, l'explication par la tradition ne va pas du tout de soi. D'une part, il ne s'agit pas d'une caste : la plupart d'entre eux sont issus de familles ou de milieux qui n'exercent pas eux-mêmes des métiers intellectuels. Il suffit de rechercher la biographie des savants du passé pour s'apercevoir que cette faible héritabilité des métiers intellectuels est relativement ancienne. En somme, contrairement aux arts, à l'artisanat ou aux carrières politiques, les métiers intellectuels ont un faible caractère héréditaire. Par ailleurs, le travail de recherche scientifique (ou littéraire) consiste à produire quelque chose de nouveau par rapport au passé, et non pas à reproduire avec minutie et talent les techniques apprises. C'est donc un métier qui récompense un certain rejet de la tradition, quand bien même la science aurait une vocation cumulative.

Si donc depuis longtemps, et dans de nombreux pays, les hommes et femmes de lettres et de science tendent à cumuler les trois traits associés à leurs

différentes origines historiques – s’engager dans la recherche d’une vérité, critiquer la religion et contester l’ordre établi – il doit y avoir des raisons qui résident dans la carrière intellectuelle elle-même.

Charles Kurzman et Lynn Owens (2002) ont construit une typologie des grandes explications des attitudes des intellectuels qui a le mérite de couvrir toutes les théories qui ont vu le jour des années 1920 à aujourd’hui sur les intellectuels. Nous allons donc la reprendre. D’après Kurzman et Owens, il y a trois grands courants en sociologie des intellectuels : ceux qui considèrent les intellectuels comme une *classe*, ceux qui les considèrent comme une *sous-classe*, et ceux qui les voient comme *sans-classe*. Chaque ensemble est hétérogène et regroupe des explications très différentes. Néanmoins, ils résumant bien les trois perspectives auxquelles il faut se confronter lorsqu’on analyse cette population. Comme nous le verrons cependant, le langage sociologique des années 1920 et celui d’aujourd’hui ne sont pas toujours les mêmes. Il faudra donc procéder à des traductions modernes de théories qui, si l’on ne se fie qu’aux termes employés, paraissent désuètes. En particulier, le terme de « classe » lui-même, issu du marxisme, est défini comme un ensemble d’individus qui ont des conditions matérielles d’existence communes, ce qui entraîne des intérêts, des opinions et attitudes communes. Cependant, il est probable que les intellectuels en général, et les scientifiques en particulier, partagent à la fois des caractéristiques communes spécifiques, des caractéristiques plus larges qu’ils partagent avec d’autres classes, et, enfin, sur d’autres aspects encore, ils se révèlent une population hétérogène et sans traits communs. Les catégorisations de classe, sous-classe et sans classe se réfèrent alors simplement aux trois grands types de causalités qui peuvent jouer dans l’explication des attitudes des scientifiques français.

Les intellectuels comme une classe

Cette tradition est représentée par les dreyfusards, incarnées dans le livre de Julien Benda (1927), par les théoriciens de la nouvelle classe ou encore par des auteurs aux idées très différentes comme Pierre Bourdieu (1984) ou Robert Nozick (1997). La thèse générale est que les intellectuels sont un groupe à part, influencé par des facteurs qui leur sont spécifiques et avec des intérêts partagés. Ils sont donc pleinement une classe. Pour comprendre leurs attitudes, il faut donc analyser leurs conditions de vie communes qui font d’eux des intellectuels. De même, il faut vérifier que ceux d’entre eux qui constituent des exceptions à la règle diffèrent aussi des autres quant à leur exposition à ces conditions spécifiques.

Dans sa première version dreyfusarde, la classe intellectuelle se définissait avant tout par un trait commun qui consiste à ne pas avoir un intérêt de classe commun, mais bien plutôt, un désintérêt de classe. L'intellectuel est avant tout désintéressé. Dans les termes marxistes de l'époque, les intellectuels se caractérisaient par une absence de lien avec les moyens de production, ce qui ne leur permettait pas d'avoir un « intérêt » au sens étroit. Ils étaient avant tout des producteurs de « bien symbolique », à la marge d'une société qui se résumait à des conflits pour l'accès aux « bien économiques ». C'est bien le sens du manifeste des dreyfusards, et des autres qui ont suivi : l'opinion des intellectuels est supposée faire autorité, parce que ce sont des gens informés et qui n'ont pas d'intérêts directs dans les affaires sociales. Si James (1912, p. 319) résumait cette spécificité par l'expression française : « noblesse oblige », c'est Julien Benda (1927) qui offre la version la plus systématique de cette approche. D'après lui, il existe une classe (les clercs) « dont l'activité, par essence, ne poursuit pas de fins pratiques, mais qui, demandant leur joie à l'exercice de l'art ou de la science ou de la spéculation métaphysique, bref à la possession d'un bien non temporel, disent en quelque manière : “Mon royaume n'est pas de ce monde” » (pp. 125-126). En somme, pas d'intérêt de race, pas d'intérêts nationaux, pas d'intérêt de classe, qui auraient pu discréditer, respectivement, les manifestes des intellectuels français (1898), allemands (1914) et italiens (1924 et 1925).

Cette vision de l'intellectuel sans intérêts matériels a été, il faut dire, peu reprise. Et quand elle l'a été, comme dans le cas de Lewis Coser (1965), c'est dans une perspective beaucoup moins romantique. Coser se penche sur les conditions institutionnelles favorables à la mobilisation des intellectuels ; par exemple, les salons, les associations et revues scientifiques, qui produisent une déontologie collective, des codes communs et, donc, une solidarité de classe. Mais il souligne également les effets pervers de leur volonté de réaliser le règne de l'intelligence scientifique, toujours aristocrate, despotique et arrogant, comme le montrent les cas historiques du jacobinisme et du bolchevisme. En dépit de cette approche plus critique, néanmoins, la thèse reste la même : les intellectuels sont une classe réunie autour de « l'intérêt de la connaissance ». Plus récemment, cette thèse a encore été développée par Nozick (1997), Pels (2000) ou, en France, par Rios et Magni-Berton (2003).

Dans la période d'après-guerre, pourtant, l'approche dominante des intellectuels comme classe identifie bien des intérêts matériels parmi cette catégorie de la population. La première approche de ce type est celle dite de la « nouvelle classe ». Il s'agit à l'origine d'un terme péjoratif né dans les pays communistes pour désigner la classe bureaucratique du parti, mais qui a

été réutilisé par Gouldner (1979) dans ses analyses sur les démocraties libérales. En France, c'est Touraine (1969) qui, sans utiliser le même terme, a développé ce concept. Cette classe, composée d'intellectuels critiques ou techniques, émerge dans la société des trente glorieuses où les producteurs ont besoin des personnes instruites et qualifiées, pour remplacer l'ouvrier manuel de la première moitié du siècle. Cette nouvelle classe d'intellectuels se retrouve antagoniste de la classe capitaliste, mais avec, à la différence de la classe ouvrière traditionnelle, le capital culturel comme arme de contestation. Cette analyse, à la fois marxiste et basée sur l'observation des mouvements étudiants des années 1960 et 1970, n'a pas eu beaucoup d'avenir en tant que telle. En revanche, l'idée générale d'une nouvelle classe, à la fois instruite et éloignée du pouvoir politique, garde une réelle actualité.

Une autre approche célèbre est celle de Bourdieu (1984). Selon lui, le monde intellectuel est clos, avec ses hiérarchies, ses conflits et ses codes. En ce sens, les intellectuels sont une classe : ils jouent le même jeu. Et si ce jeu se fait entre les élites en capital culturel – qui sont par ailleurs marginalisées en termes de capital économique ou politique – c'est bien également plus de pouvoir et d'argent que ceux-ci recherchent. Bourdieu reprend à son compte l'idée que la marginalisation politique et économique explique la solidarité avec les autres dominés. Ainsi, malgré la compétition interne, les intellectuels se retrouvent alliés aux classes dominées à cause de leur condition de « fraction dominée parmi les dominants ».

Les intellectuels comme une sous-classe

Le terme « sous-classe » fait référence à deux idées : la première est que les intellectuels ne sont pas une classe, c'est-à-dire qu'ils n'ont pas des traits et des attitudes qui leur sont propres. La deuxième est que les opinions et attitudes des intellectuels peuvent se comprendre à partir d'une classe qui les englobe. Cette classe de référence peut-être différente selon les intellectuels, par exemple leur groupe d'origine, comme dans la version originelle d'Antonio Gramsci (1932). Ou alors elle peut être la même pour tous. Par exemple, l'instruction est généralement un facteur d'athéisme ou d'engagement politique, et les intellectuels sont simplement des personnes très instruites. Ou encore, les fonctionnaires votent généralement à gauche et, comme les universitaires sont fonctionnaires, leurs attitudes politiques peuvent ainsi s'expliquer par l'appartenance à cette catégories. Ils sont également généralement plus âgés que la moyenne de la population, encore majoritairement masculins, mieux payés que la moyenne, etc. En fait,

le concept de sous-classe signifie qu'une fois que nous avons pris en compte les facteurs sociaux qui influencent les attitudes et les opinions en général, il n'y aura plus rien à expliquer. Les intellectuels, en somme, ne subiraient pas des influences spécifiques, mais seulement des influences génériques.

Comme cela a été mentionné, le fondateur de cette thèse est Gramsci (1932). Dans ses cahiers, il critique explicitement l'idéal dreyfusard développé par Benda, ainsi que l'idée que les intellectuels puissent être un groupe à part. Au contraire, il développe la théorie de l'« intellectuel organique ». Celle-ci se caractérise par deux aspects. Premièrement, l'intellectuel se définit par sa fonction qui est celle de produire un discours explicite sur l'identité d'une classe, incluant les valeurs, les outils de pouvoir et la conscience d'être une classe. Naturellement, les intellectuels ne sont pas toujours conscients de remplir ce rôle, mais dès lors qu'ils s'expriment, ils expriment en même temps la pensée, les préoccupations, et les valeurs des personnes qui leur ressemblent, à des degrés de raffinement divers. Deuxièmement, tous les intellectuels sont les intellectuels de leur classe sociale, entendant par là qu'il y a des intellectuels bourgeois, des intellectuels prolétaires, ou encore d'autres groupes sociaux qui prennent une part à l'organisation économique de la société. Par conséquent, lorsqu'on impose une vision de l'intellectuel neutre et désintéressé, cela signifie qu'une classe sociale l'a emporté sur les autres.

Ce type d'approche a eu un relatif succès dans l'après-guerre, et a été repris par de nombreux auteurs, pourtant très différents entre eux, tels que Charles Wright Mills (1944), Noam Chomsky (1978) ou Michel Foucault (1969). D'après ce dernier, la connaissance étant l'expression d'un pouvoir, celui qui produit de la connaissance (l'intellectuel, donc), est le rouage d'un pouvoir spécifique de la société. L'approche gramscienne a été également exploitée dans l'épistémologie féministe ou plus généralement de la domination, où l'expression de la pensée reste l'expression de groupes particuliers, traditionnellement les hommes blancs (Dorlin, 2009). Cette idée se retrouve également aujourd'hui dans les études sur les *think tanks*, organismes de recherche privés qui représentent des intérêts particuliers ou des groupes sociaux (Smith, 1991 ; Medvetz, 2009, voir aussi pour une étude de cas en français, Caré, 2010).

L'idée des intellectuels comme sous-classe, néanmoins, ne se résume pas à l'approche proposée par Gramsci. Les intellectuels – définis cette fois-ci non pas par le rôle social qu'ils jouent, mais par leur niveau d'instruction élevé – peuvent tendanciellement appartenir à un même groupe social, sans l'épuiser. Une des théories plus connue est celle de la « prolétarianisation des intellectuels » défendue, entre autres, par Bettina Aptheker (1966) et Robert

Brym (1980), et récemment transformée en « précarisation des intellectuels » par Rambach et Rambach (2001, 2009) et Moureau (2007). D'après eux, avec la démocratisation de l'instruction, nous avons également assisté à un appauvrissement des élites culturelles, aussi bien dans un sens économique, qu'en termes de ressources et d'influence sur la société. Ce phénomène aurait incité progressivement les intellectuels à s'identifier aux classes populaires auxquelles ils appartenaient de plus en plus. Cette idée, comme bien d'autres encore, insiste sur l'appartenance des intellectuels à d'autres classes, qui les engloberaient, mais auxquelles ils ne se résumeraient pas.

Au final, toutes les approches des intellectuels comme sous-classe insistent sur l'absence de spécificités des attitudes des intellectuels. Ces derniers se comporteraient exactement comme les autres membres de la classe plus large à laquelle ils appartiennent.

Les intellectuels comme des sans-classe

L'hypothèse des intellectuels comme sans-classe consiste à penser que le propre de l'instruction est de libérer les individus des influences sociales. Globalement, il s'agit d'une idée à la fois naïve et séduisante qui peut se résumer par cette formule de Nehru : « la culture est l'ouverture de l'âme et de l'esprit ». D'ailleurs, si nous sommes tous favorables à l'instruction et au développement du savoir, c'est bien parce que celui-ci nous libère des influences que la société (et la nature) exerce sur nous. Lorsque cette logique est portée jusqu'au bout, on aboutit à l'idée que les personnes les plus instruites et savantes – les intellectuels – sont aussi les moins soumises aux déterminismes sociaux. Comment cela pourrait-il empiriquement s'observer ? Premièrement, par le fait qu'on ne trouverait aucun lien entre les conditions sociales et les opinions qu'ont les intellectuels. Leurs opinions, autrement dit, ne subiraient pas l'influence des conditions de vie concrètes. Deuxièmement, on devrait observer une plus grande diversité d'opinions parmi les intellectuels – par rapport aux autres groupes sociaux. Et quand ces opinions ne sont pas différentes, c'est qu'elles sont exactes. Autrement dit, il n'y a que la vérité qui peut mettre d'accord des individus qui ne sont pas influencés par des biais ou des inclinaisons particulières provenant de leurs caractéristiques sociales ou physiologiques.

C'est Karl Mannheim (1929) qui fût le premier défenseur systématique de cette idée. Son idée de l'intellectuel comme *freischwebend*, c'est-à-dire libre de toute influence sociale, a été critiquée, parfois même ridiculisée, par plusieurs auteurs. Il faut dire que la critique est facile, vu que Mannheim

étant lui-même un intellectuel, il aurait pu être tenté par cette thèse par vanité. Il reste que l'influence de la connaissance sur la liberté individuelle est une thèse qui reste relativement plausible. Même des auteurs comme Bourdieu (1984), qui critique la « naïveté » de la thèse de Mannheim, finit néanmoins par soutenir que la connaissance de nos propres déterminations sociales nous libère (Bourdieu, 1997). En fin de compte, on retrouve donc indirectement chez Bourdieu l'idée de Mannheim tant critiquée.

Parmi les défenseurs de l'approche des intellectuels sans-classe, l'un des plus directement impliqué est le sociologue américain Edward Shils (1958). D'après lui, l'activité intellectuelle porte à s'éloigner des préoccupations partagées de la société, ce qui produirait une forme d'aliénation des intellectuels. Ces derniers ne sont pas « contestataires », mais simplement « décalés » par rapport aux problèmes partagés de la société. Cette idée se retrouve déjà, en moins développée, chez d'autres auteurs. Durkheim (1898) note que l'instruction pour tous conduit à l'anomie sociale, car elle affaiblit les influences de la société et rend les individus plus différents les uns des autres. L'originalité de sa position est que cette relative libération des déterminismes sociaux n'a pas que des conséquences positives. L'idée d'une relative indépendance des intellectuels par rapport aux enjeux économiques et politiques est reprise par de nombreux auteurs, notamment Parsons (1969), Lipset (1959) et Dahrendorf (1953) ou Merton (1945). De même, le concept de « neutralité axiologique » qui éloigne le savant des intérêts et valeurs mondains est développé par Weber (1919) et plus encore par l'un de ses disciples Ahmad Sadri (1992), à partir de l'hypothèse d'une relative autonomie des intellectuels vis-à-vis du contexte social. Pour finir, Randall Collins (1998), dans sa théorie des grands changements intellectuels, conclut à une relative autonomie des professionnels de la pensée, même s'ils restent influencés par les événements et les débats intellectuels de leur époque.

Le cas des universitaires : les faits et les explications

En fin de compte, la catégorie des intellectuels est-elle une classe, une sous-classe ou une sans-classe ? Ce livre, qui restreint cette question aux universitaires, répond à partir de deux questions. Premièrement, pourquoi les universitaires ont des attitudes à l'apparence très différentes de celles des Français en général concernant la politique, l'économie et la religion ? Et deuxièmement, le fait qu'ils sont investis dans la recherche scientifique y est-il pour quelque chose ?

Avant de répondre à ces questions, il faut d’abord établir si ces attitudes sont bien différentes de celles de la population en général.

Le point de départ de notre ouvrage est un constat : les universitaires français, conformément à leur tradition historique, sont très attachés à la démarche scientifique, contestataires face à l’ordre économique et politique et fondamentalement athées. Le tableau 1.1 présente les opinions des universitaires français dans ces domaines, comparées à celles de la population française générale. Hormis les attitudes à l’égard de la science, où nous ne disposons pas d’un point de comparaison avec les Français en général, les autres dimensions – positionnement à gauche, anticapitalisme et athéisme – sont clairement surreprésentées chez les universitaires.

Tableau 1.1. Comparaisons des attitudes des universitaires et de la population française.

% des répondants	Attachement à la science	Hostilité au marché	Positionnement à gauche	Athéisme
Universitaires français	66	51	73	50
Population française	-	30	36	19

Les données sur les universitaires sont issues de notre enquête Opinions des académiques (2011) décrite au chapitre 2. Pour la population française, il s’agit de l’enquête Valeur menée en 2008 (EVS).

Conformément à l’idée de l’intellectuel « sans classe », nous envisageons tout simplement qu’il soit impossible de trouver des régularités, c’est-à-dire de liens statistiques entre les opinions des universitaires et leurs caractéristiques socio-économiques, telles que le revenu, l’âge, le sexe, et d’autres aspects plus spécifiques liés à leur métier. En ce sens, les opinions des universitaires seraient relativement indépendantes de leurs caractéristiques démographiques ou professionnelles. La seule régularité que l’on peut trouver, dans cette optique, est conceptuelle : le rapport à la science des universitaires pourrait influencer à la fois leur rapport à l’économie, à la politique et à la religion. La pratique de la science – l’instruction perpétuelle – remplacerait alors l’influence du contexte matériel dans lequel les universitaires évoluent. En un mot, ce serait l’accès à la « vérité scientifique » qui favoriserait le rejet de la droite, de l’économie de marché et de la religion.

Deuxièmement, en suivant l’idée des universitaires comme sous-classe, nous fournissons un modèle d’explication des opinions des intellectuels à

partir des caractéristiques qu'ils partagent avec d'autres groupes sociaux. Les universitaires sont principalement fonctionnaires ou salariés d'établissements publics, avec un revenu en général supérieur à la moyenne, fortement instruits, plus âgés que la moyenne et majoritairement de sexe masculin. Ces caractéristiques sont susceptibles d'expliquer leurs opinions. Pour cela, nous travaillons en parallèle avec des échantillons représentatifs de la population française et un échantillon d'environ 2 000 universitaires, afin de déterminer si les opinions de ces derniers ne se réduisent pas, au fond, à leur appartenance à des groupes sociaux particuliers.

Enfin, ce qui n'est pas expliqué par les deux thèses précédentes, constitue la spécificité des universitaires, c'est-à-dire ce qu'il reste à expliquer par leurs caractéristiques intrinsèques. Cela signifie qu'ils sont traités comme une « classe ».

Ces trois groupes d'explications constituent le fil conducteur des chapitres qui vont suivre. En effet, nous appliquons ce questionnement à différentes caractéristiques des universitaires. Par exemple, dans le chapitre 5 qui traite des opinions politiques chez les universitaires, nous nous demandons, premièrement, si les universitaires se distinguent politiquement notamment par des attitudes plus marquées à gauche, et deuxièmement, si ces attitudes peuvent s'expliquer à l'aune des trois perspectives décrites : le parcours propre aux universitaires (classe), des caractéristiques d'appartenance à une classe plus large (sous-classe), ou des spécificités idiosyncrasiques (sans-classe).

Mais avant de présenter les différentes dimensions des valeurs et opinions des universitaires, il est nécessaire de d'abord détailler notre enquête ainsi que les principales caractéristiques de nos observations.